

## **DÉCLARATION DES ORGANISATIONS AFRICAINES PRESENTES AU FORUM ALTERNATIF MONDIAL DE L'EAU**

Nous, organisations africaines ayant participé au Forum Alternatif Mondial de l'Eau à Marseille du 14 au 17 mars 2012,

- Considérant les pressions toujours accrues des multinationales sur les ressources en eau en Afrique,
- Considérant la privatisation des régies publiques et des sociétés de distribution d'eau en Afrique,
- Considérant les multiples atteintes aux droits des peuples africains à l'accès à l'eau potable,
- Considérant les luttes menées notamment au Maroc, au Ghana, au Kenya pour la défense du droit d'accès à l'eau et à l'assainissement par les mouvements sociaux et les syndicats,
- Considérant les conséquences des diverses pollutions des ressources en eau en Afrique après un siècle d'extractivisme et d'exploitation minière anarchique sur le continent,
- Considérant la virulente attaque du capitalisme mondialisé contre les terres et les ressources en eau partout en Afrique qui constitue une véritable recolonisation du continent,
- Considérant les luttes des paysans africains contre l'accaparement des terres, des forêts, et des ressources en eau (cas symbolique de Ben S'mim au Maroc),
- Considérant les souffrances des femmes et des jeunes filles africaines pour assurer à leurs familles l'accès à une eau saine,
- Considérant les dommages causés par les barrages existant sur les fleuves Nil, Congo et autres fleuves africains,

Vues les victoires éclatantes des mobilisations populaires des peuples au Maghreb pour la démocratie et l'accès à l'eau pour tous,

Nous saluons la reconnaissance par les Nations Unies du droit à l'eau comme un droit universel.

Nous appelons à ce que :

- Le droit à l'eau soit reconnu dans la charte africaine des droits humains
- Des politiques publiques soient développées pour éviter que les têtes des femmes et des enfants ne servent de tuyaux d'adduction d'eau

Nous exigeons :

- La fin des privatisations des régies publiques et des sociétés de distribution d'eau en Afrique
- La reconnaissance de la dette écologique due par les multinationales après des siècles d'exploitation des ressources minières en Afrique
- La participation des usagers, de la société civile et particulièrement des femmes dans la gestion des ressources en eau en Afrique

- La fin des prêts de la Banque mondiale et des banques de développement pour les projets d'adduction d'eau en Afrique et l'augmentation des aides publiques sans conditionnalités pour la mise en œuvre de ces projets,
- La fin de la construction des barrages sur les fleuves d'Afrique et le dédommagement de toutes les populations africaines ayant souffert des projets de barrages,
- Davantage de financement pour le développement de toilettes sèches et de structures adaptées d'assainissement sur le continent africain.

Nous appelons les organisations et réseaux de la société civile en Afrique à s'unir pour que l'eau soit à jamais mise hors des marchés financiers et qu'elle ne soit plus source de profit.

EAU SOURCE DE VIE PAS DE PROFIT

Fait à Marseille le 17 mars 2012